

repliés dans le silence et refusent de parler de ce qui reste de cette tradition.

Je dois en déduire de plus en plus qu'il est peut-être un peu exagéré de parler de «ce qui reste», car dans tous les secteurs de la politique du gouvernement, il n'existe aucun signe, qu'il s'agisse de l'Amérique centrale, du désarmement, de l'investissement étranger ou autre, selon lequel le Canada se doit d'adopter une position indépendante au sein de la communauté mondiale. Nous ne voyons aucun signe qui laisse croire que le gouvernement défende encore ce principe. La déclaration irréfutable que reflète l'objet de ce projet de loi est incroyable. Il est incroyable que l'on puisse déclarer que tout investissement, toute technologie nouvelle apportera des avantages au Canada, que notre pays puisse adopter une attitude aussi irréfutable ou que nous refusions de seulement laisser entendre que, selon nous, certains investissements et certaines technologies risquent de faire du tort à notre pays. Cela devrait paraître très étonnant non seulement aux Canadiens qui ont le moins réfléchi à la question, mais aux pays du monde entier qui savent que dans bien des cas les investissements et les technologies de pays étrangers qu'ils ont laissé entrer chez eux ont effectivement eu des effets très nuisibles. Et pourtant en 1985, après tous les faits observés—non pas seulement au Canada mais dans les pays du tiers monde et même du monde entier—démontrant qu'il faut faire montre de discernement, de jugement et de prudence quand il s'agit de déterminer quel genre de technologies utiliser, où et au profit de qui, nous n'avons pas compris qu'il nous faut faire montre du même genre de discernement, de prudence et de jugement quand il s'agit de décider quels genres d'investissements accueillir dans notre pays.

Nous avons un parti progressiste conservateur du Canada qui forme actuellement le gouvernement fédéral et qui nous ramène en arrière à une époque à laquelle aucun pays du monde parvenu à maturité ne songerait même à revenir à l'heure actuelle, en ouvrant tout simplement les portes toutes grandes à absolument n'importe quel genre d'investissements dans un esprit de laissez-faire digne du XIX^e siècle. Tel est pourtant exactement l'objet du projet de loi.

J'imagine que le député de Bow River (M. Taylor) qui a parfois fait preuve d'un certain scepticisme à propos des prêteurs, des banques et de certaines autres institutions financières dans notre pays et dans le monde, doit être révolté en voyant dans le projet de loi ce genre d'énoncé de principe donnant carte blanche en déclarant que n'importe quel genre d'investissement sera considéré inconditionnellement comme un avantage pour le Canada. C'est ce que l'on trouve dans le projet de loi tel que présentement libellé. Tout ce que nous disons, c'est qu'il faut au moins démontrer que le Canada possède encore un certain esprit critique.

Le moins que pourrait faire le gouvernement progressiste conservateur serait de laisser entendre qu'il possède un reste de scepticisme quant aux intentions de tous les investisseurs étrangers. Car s'il fallait que la communauté internationale des investisseurs lise le projet de loi tel qu'il se présente à l'heure actuelle, elle aurait l'impression que nous avons le front marqué de l'inscription «poire». Voilà à quoi se résume la

Investissement Canada—Loi

mesure à l'étude. A en juger d'après le projet de loi, nous avons maintenant un gouvernement du Canada composé de 211 «poires». Le gouvernement dit ceci: nous vous faisons confiance, investisseurs de tous les pays. Nous vous faisons confiance, banques. Nous savons que vous ne pensez qu'aux intérêts du pays; nous ne ferons par conséquent pas la moindre allusion dans notre projet de loi au fait que vous puissiez songer à autre chose qu'à nos intérêts. Nous allons fermer les yeux sur le fait que vos stratégies sont basées sur le profit puisque vous essayez de faire le plus de bénéfices possible. Nous ne croyons pas tout ce qu'on dit à votre sujet. Ce ne sont que des réflexions du NPD. Nous savons que vous n'êtes pas vraiment comme ça. Nous ne devons pas vraiment imposer de conditions sur l'investissement étranger dans notre projet de loi. Voilà l'attitude simpliste, naïve et innocente de notre gouvernement.

Est-elle aussi simpliste, aussi naïve et aussi innocente que cela, monsieur le Président? Je me le demande. Je voudrais le croire parce qu'il y a beaucoup de gens bien de l'autre côté. Je me plais à croire qu'on n'explique pas ce qui se passe à ces députés et qu'ils ne l'ont pas encore réalisé. C'est vrai pour la plupart d'entre eux à mon avis. Je crois par ailleurs qu'il y a au sein du gouvernement et en dehors, des personnes qui tirent les ficelles, des personnes très puissantes qui veulent voir revenir au Canada la mentalité coloniale qui a si souvent été caractéristique de ce pays. S'il y a un indice de retour à cette mentalité coloniale, c'est bien ce projet de loi qui a tout ce qu'il faut pour faire du Canada une république de bananes à la fin du 20^e siècle et au début du 21^e siècle.

Nous parlons de l'avenir de notre pays et nous disons que le Canada n'est pas disposé à faire ce que bien des pays savent devoir faire s'ils veulent préserver leur intégrité nationale et économique, c'est-à-dire, avoir directement un droit de regard sur les investissements effectués chez eux.

Ce n'est toutefois pas ce que fait le parti progressiste conservateur. Non, monsieur, il essaie de revenir à la période dorée des environs de 1955, je suppose, où nous faisons partie intégrante de l'empire économique américain. Tout allait bien. Le tiers monde ne s'était pas encore développé. Il n'y avait pas de complications. Tout allait bien dans le monde. Les conservateurs se sont convaincus du fait que tous les problèmes économiques très aigus que nous devons affronter viennent du fait que le pays a été dirigé par un gouvernement libéral pendant 16 ans.

Les libéraux ont causé de nombreux problèmes, monsieur le Président et nous en conviendrons tous. Mais ils ne sont pas à l'origine de tous les problèmes. Bien des choses se sont produites en raison des changements survenus dans l'économie mondiale et dans l'économie canadienne et nord-américaine, ce que le gouvernement refuse d'affronter. Les libéraux n'ont pas voulu les affronter non plus, mais ils faisaient semblant de le faire de temps à autre. Ils savaient que l'investissement étranger était un problème et c'est pourquoi ils ont créé une Agence d'examen de l'investissement étranger, en faisant semblant de vouloir le résoudre. Ils ont essayé de gagner sur tout les tableaux.